



Hackathon

Quelles trajectoires pour atteindre un territoire décarboné en 2050 ?

30 JEUNES LIVRENT LEURS RÉFLEXIONS



sommaire

03 Synthèse

04 Le projet hackathon Rennes 2050

- 04 L'intention des étudiants de Sciences Po Rennes
- 04 Hackathon - 22 et 23 mars 2023
- 05 Restitution devant l'Assemblée générale de l'Audiar - 3 mai 2023

06 Lecture transversale de la vision des jeunes

- 06 Le choix unanime du scénario "Génération frugale"
- 06 Les valeurs défendues : les communs, la coopération, l'inclusion
- 08 Un "retour aux sources" ou la revalorisation du secteur alimentaire
- 08 Le pari d'une multipolarité forte du territoire au service d'une démobilité du quotidien
- 09 Aménager à partir d'un nouveau paradigme : valoriser l'existant
- 09 L'expression d'un besoin de mesures coercitives
- 09 Une transition vers la frugalité qui consacre l'intervention publique

10 Les journaux TV fictifs pour restituer les idées clés du hackathon

- 10 Le JT de 2030
- 11 Le JT de 2040
- 12 Le JT de 2050
- 12 Des JT réalistes ou utopistes ?

13 Les réflexions des six groupes de travail

- 13 « Rennes'ouveau du travail »
- 14 Les mobilités organisées pour la ville du quart d'heure
- 15 « Ver[t] une natu'Rennes »
- 16 Un logement « sobreizh »
- 17 Objectif : la « ZANitude » !
- 18 Le label « manger roazhoné »

Synthèse

L'Audiar a souhaité poursuivre son exercice de prospective entamé à l'occasion de son cinquantième anniversaire, en 2022, dans l'ouvrage « Explorons 2050 ». Résolument tournée vers le futur, l'agence a désiré recueillir le point de vue de la jeunesse sur des scénarios à 2050.

Pour se faire, elle s'est appuyée sur un groupe de 8 étudiants de Sciences Po Rennes qui ont organisé un hackathon dans le cadre du festival Nos Futurs, organisé conjointement par Le Monde et les Champs libres.

Pendant deux jours, les 22 et 23 mars 2023, 34 étudiants et lycéens de profils et de parcours scolaires variés se sont réunis autour des scénarios à 2050 élaborés par l'ADÈME. Sur six thématiques (ville sobre, gestion et préservation des sols, travail et activités économiques, mobilités, alimentation, logement) et avec l'aide d'animateurs-coachs, ils ont proposé des trajectoires pour la métropole, imaginé les chemins à suivre pour atteindre la neutralité carbone à 2050.

Cette expression de la jeunesse a été restituée en deux temps, d'abord en auditorium public le 23 mars à l'issue des 48 heures de challenge et, ensuite, lors de l'Assemblée générale de l'Audiar du 3 mai. Les étudiants de Sciences Po Rennes y ont exposé les idées des jeunes dans des journaux TV fictifs à 2030, 2040 et 2050 et ils ont échangé ensuite avec les élus.

Ce dossier, réalisé par les étudiants de Sciences Po Rennes, rassemble les éléments clés du hackathon. Voici donc « la parole à la relève » !



LE PROJET HACKATHON RENNES 2050

les étudiants de Sciences Po Rennes

L'intention des étudiants de Sciences Po Rennes

Le hackathon a permis de créer un espace de dialogue entre jeunes, issus de parcours universitaires différents, de zones géographiques variées, partageant une motivation commune : imaginer ensemble l'avenir du territoire rennais, en s'appuyant sur les scénarios de la neutralité carbone construits par l'ADEME pour 2050.

Ce document rassemble l'ensemble des idées et solutions proposées par les participants et retrace les trajectoires et scénarios envisagés pour le territoire de l'aire d'attraction de Rennes.

« La jeunesse vous confie un projet de société ».

Ce dossier est à destination de toutes celles et ceux curieux de connaître le point de vue et les propositions de la jeunesse, celles et ceux convaincus d'une urgente et nécessaire réorganisation du territoire et de ses activités, tout comme celles et ceux qui restent à convaincre.

Mais par dessus tout, ce dossier est à destination des élus de notre territoire, celles et ceux qui ont en main les outils politiques et juridiques pour mener à bien ce projet de société que la jeunesse vous confie.

En somme, ce dossier est une précieuse trace écrite des propositions qu'un échantillon de la jeunesse aura pu formuler en mars 2023, des propositions construites et réfléchies, sans cesse contextualisées, souvent ambitieuses, parfois inabouties mais toujours réalistes, qui ont le mérite d'être lues et considérées car elles représentent beaucoup de travail et concentrent beaucoup d'espoir.

Ainsi, ce rapport n'est pas une simple liste de propositions mais il esquisse un véritable projet de société pour demain, qui allie sobriété, frugalité, inclusivité, bien-être, protection de l'environnement, sécurité alimentaire, redéfinition de la valeur travail, etc.

Hackathon – 22 et 23 mars 2023

Le hackathon s'est déroulé les 22 et 23 mars 2023. Un hackathon est un marathon de l'innovation, dans lequel les participants sont invités à exprimer leur créativité. Plus concrètement, c'est un challenge dans lequel différents groupes sont amenés à réaliser un livrable en un temps limité.

34 lycéens et étudiants en agronomie, en géographie, en architecture, en école d'ingénieur... se sont mobilisés pendant deux jours pour donner leur vision du futur. Afin de représenter au mieux la voix de la jeunesse, les participants ont été recrutés d'une manière à représenter une grande diversité de profils.

L'évènement s'est ouvert par une conférence de Jacqueline Roisil, directrice adjointe de l'ADEME Bretagne, qui a expliqué les différents scénarios de l'Ademe à horizon 2050.



Il s'agit de quatre chemins cohérents qui présentent, de manière volontairement contrastée, des options économiques, techniques et de société pour atteindre la neutralité carbone en 2050 en France. Les quatre choix de société différents proposés sont : « Génération frugale », « Coopérations territoriales », « Technologies vertes » ou « Pari réparateur ».

Les participants se sont inspirés de ces scénarios pour construire la trajectoire que le territoire pourrait suivre d'ici 2050 pour devenir neutre en émission carbone. Leurs mesures s'inscrivent dans différents pas de temps : mesures à appliquer immédiatement, dans 5 ans, dans 10 ans... autant d'étapes pour réaliser progressivement la proposition de société souhaitée par les participants et participantes du Hackathon.

Six thématiques ont été proposées pour une mise en réflexion : le logement, la sécurité alimentaire, la nature en ville, le travail, les mobilités et la gestion des sols.

L'animation du hackathon a été réalisée par les étudiants de Sciences Po Rennes accompagnés par l'Audiar et des coachs des fab labs rennais : Norbert Friant, Sarah Boulanger, Thibault Ayache et Richard De Logu.

Le hackathon s'est conclu par une présentation des projets, ouverte au public, et devant un jury composé de Hélène Brethes, directrice de l'association des Cols Verts, Mickaël Bouloux, député de la 8^e circonscription d'Ille-et-Vilaine, Christelle Le Proust, Responsable du Service transition énergétique et écologique de Rennes Métropole, Dominique Chuffart, président du Conseil de développement de la métropole de Rennes, Anne Chevrel, consultante en ingénierie de la concertation, ainsi que Nathalie Gibot, de l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat du Pays de Rennes (ALEC).

Les groupes « sécurité alimentaire », « mobilités » et « nature en ville » ont été désignés lauréats du hackathon.

Restitution devant l'Assemblée générale de l'Audiar – 3 mai 2023

Afin de restituer quelques idées clés qui ont émergé du hackathon, les étudiants de Sciences Po ont proposé d'exposer les idées des jeunes dans des journaux TV fictifs du futur : 2030, 2040 et 2050. Ils ont été joués lors de l'Assemblée générale de l'Audiar du 3 mai 2023 et ont été suivis de débats entre les membres sur les visions proposées.

Les scénarios Ademe

L'ADEME a élaboré quatre chemins "types" cohérents qui présentent de manière volontairement contrastée des options économiques, techniques et de société pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Imaginés pour la France métropolitaine, ils reposent sur les mêmes données macroéconomiques, démographiques et d'évolution climatique (+2,1 °C en 2100). Cependant, ils empruntent des voies distinctes et correspondent à des choix de société différents.

Les 4 scénarios sont dénommés : Génération frugale, Coopérations territoriales, Technologies vertes, Pari réparateur.

Ils sont à découvrir sur <https://www.ademe.fr/les-futurs-en-transition/les-scenarios/>



LECTURE TRANSVERSALE DE LA VISION DES JEUNES

Le travail des 34 étudiants a été analysé de façon transversale, afin d'en extraire quelques éléments clés.

Le choix unanime du scénario « Génération frugale »

La réflexion des jeunes s'est fondée sur les quatre scénarios de neutralité carbone proposés par l'ADEME d'ici à 2050. Les groupes ont été libres dans le développement de leurs idées, ils pouvaient donc aller piocher dans les différents scénarios, plusieurs objectifs et mesures à mettre en place. Pour autant, c'est de façon unanime et sans concertation, que chaque groupe a souhaité se concentrer sur le scénario dit « Génération frugale ». Par ce choix, les groupes ont manifesté leur inquiétude et leur volonté d'agir rapidement, concrètement, pour réduire de manière drastique l'impact des activités humaines sur les ressources naturelles et le climat, sans attendre des avancées techniques probables ou non.

D'ailleurs, les technologies (vertes ou non) ont été très peu mentionnées par les participants au cours de leur réflexion, ou souvent dans une approche "low-tech" avec la proposition de la fin du tout électrique dans les maisons. Cette donnée confirme que la volonté de l'échantillon de jeunesse consulté lors du hackathon est moins de parier sur les technologies vertes que de vivre dans une société plus frugale et sobre d'autant que les groupes ont su envisager ce scénario comme celui de la « frugalité heureuse et créative ».

Les valeurs défendues : les communs, la coopération, l'inclusion

Les projections des jeunes se sont articulées autour de l'environnement comme thème majeur et un thème sous-jacent a pu apparaître au fil des échanges : le mieux vivre ensemble. Ainsi, le cadre des « communs » a suscité de l'intérêt chez les jeunes. Les différents groupes ont pu remettre en question, et à diverses reprises, le concept de propriété privée, jusqu'à envisager une réglementation forte des jardins privés et logements secondaires. L'importance de la mutualisation des espaces et outils a été évoquée, autant pour l'économie des ressources (naturelles et matérielles) que pour la vitalité du lien social.

La coopération avec d'autres territoires et l'échange sur leur gestion des sujets d'aménagement comme la ressource en eau ou les mobilités ont été mis en avant.

L'inclusion des publics moins visibles, comme les personnes à mobilité réduite ou les personnes sans-abri, a également été amenée dans la discussion comme une nécessité d'une meilleure prise en compte de ces publics dans les politiques d'aménagement.

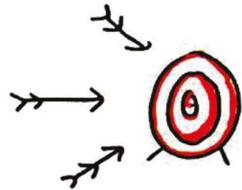


VISION 2050

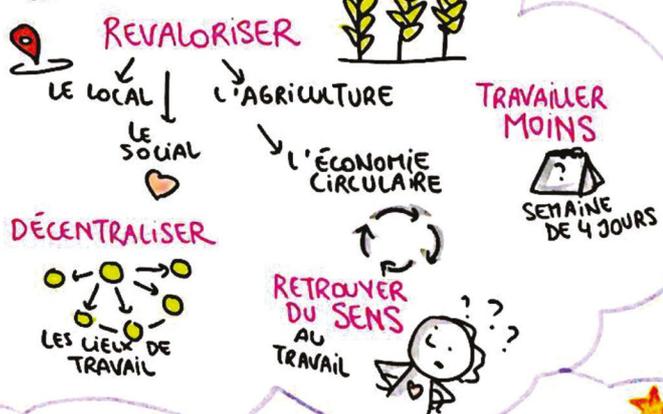
23 MARS 2023

IEP RENNES AUDIAR 48 H

NOS FUTURS



TRAVAIL



NATURE



ALIMENTATION



GESTION DES SOLS



La santé mentale est apparue centrale et s'est mêlée aux réflexions sur les conditions de travail, l'aménagement des espaces, le bien-être dans les espaces urbains ou encore les conditions de logement.

Un "retour aux sources" ou la revalorisation du secteur alimentaire

Pour les jeunes, la frugalité et la sobriété s'accompagnent d'une valorisation conséquente du secteur primaire, et notamment de l'agriculture, qui trouve une place centrale dans la société et particulièrement dans le monde du travail de demain, rejoignant en cela les prospectives du Shift Project.

Les jeunes participants ont proposé un autre modèle que le modèle agro-industriel que nous connaissons aujourd'hui. Un modèle qui saurait répondre aux besoins tout en préservant les sols, la biodiversité, la santé et l'emploi local. La société de demain fait donc le pari d'un nouveau modèle agricole et, pour assurer cette transition comme pour répondre à la hausse de la demande, une augmentation de la main-d'œuvre agricole est nécessaire.

Ainsi, le territoire de l'aire d'attraction de Rennes à l'horizon 2050, tel qu'imaginé par la jeunesse, signe le grand retour du secteur agricole et notamment du métier d'agriculteur qui devrait représenter 1/3 de l'emploi total. Cela implique une valorisation importante des métiers de l'agriculture, qui passe par une revalorisation des salaires, l'accessibilité des formations, l'accompagnement des agriculteurs, etc. Mais cette valorisation doit aussi s'étendre aux métiers de jardinier, agent d'entretien des espaces verts, agent de sensibilisation à l'alimentation locale, etc.



Le pari d'une multipolarité forte du territoire au service d'une mobilité du quotidien

Parti du constat que lutter contre les émissions des transports constitue le levier le plus important pour lutter contre la pollution atmosphérique dans les espaces urbains et péri-urbains, le groupe travaillant sur les mobilités a fait le pari de moins de mobilités polluantes et même de la démobilité.

En effet, en proposant la mise en place d'un péage urbain à l'entrée de Rennes d'ici 10 ans, les jeunes insistent sur l'urgente limitation des déplacements vers la ville-centre, qui concentre les flux, mais aussi la pollution atmosphérique et sonore au détriment du bien-être des habitants et de la nature.

Conscients que le projet de péage urbain pénaliserait largement certains territoires, le pari s'accompagne d'un développement des bourgs de la couronne périurbaine de la ville-centre, qui accueilleraient davantage d'activités économiques, de commerces et services.

Selon le groupe, le projet de démobilité peut s'imaginer à condition d'avoir un territoire multipolaire, où les activités et services ne seraient plus concentrés dans la ville-centre, mais également répartis sur le territoire, au sein de divers pôles, ce qui permettrait de réduire les besoins de déplacement. Cela s'apparente au modèle de la ville du quart d'heure développé par Carlos Moreno, un modèle qui permet le passage à une société moins mobile.

Aménager à partir d'un nouveau paradigme : valoriser l'existant

Les travaux des participants consacrent aussi la montée en puissance d'un paradigme de pensée déjà présent dans l'aménagement du territoire, celui de la valorisation de l'existant. Cela se retrouve notamment dans les travaux du groupe "Logement" et "Nature en ville", avec la proposition de rehaussement des habitations pavillonnaires, la rentabilisation des toits, et la transformation des zones commerciales clivantes en zones d'habitations mixtes avec commerces et services. Cet attachement à l'urbanisme circulaire est poussé à son paroxysme par nos participants qui suggèrent un Zéro artificialisation brute (ZAB). Tous les groupes confondus ont mentionné la valorisation de l'existant dans leurs travaux, en insistant notamment sur la valeur des sols, la valeur des terres agricoles, des espaces naturels et de l'importante biodiversité qu'ils abritent, tout en accordant une place à l'économie circulaire et à une production moindre de déchets.

L'expression d'un besoin de mesures coercitives

Les propositions des jeunes s'accompagnent généralement d'un pouvoir public fort, affirmé, qui met en place des mesures coercitives allant de simples contraintes à l'interdiction totale de certaines pratiques et com-



© Audiar.

portements. On peut citer notamment l'interdiction totale des SUV, des voitures thermiques, l'interdiction de l'usage de matériaux non durables dans la construction de nouveaux logements ou encore l'interdiction de l'usage des pesticides ou de la vente de voitures aux particuliers. Mais au-delà des mesures ciblées, la coercition s'exprime également dans de grands projets d'aménagement du territoire comme le péage urbain à quotas ou encore le ZAB, extension plus contraignante du ZAN.

La multiplication des mesures coercitives témoigne de l'exigence de la jeunesse face à l'urgence du changement climatique et de ses conséquences sur la santé et le bien-être. Ces mesures coercitives peuvent paraître très contraignantes et injustes de prime abord, mais selon la jeunesse, elles vont en réalité dans le sens du bien commun, réaffirmé comme valeur cœur du projet.

Une transition vers la frugalité qui consacre l'intervention publique

L'ensemble des mesures et propositions formulées par les participants exige une intervention croissante du secteur public, sur le plan financier mais aussi sur le plan politique, juridique et sanitaire. L'intervention du secteur public est inhérente et indispensable à toutes les propositions des jeunes.

La gratuité des transports en commun, le don d'un vélo à tous les habitants de la métropole d'ici à 2023, le salariat des agriculteurs devenus agents publics de la métropole, le financement de la transition agricole, sont autant de mesures qui nécessitent une participation financière publique très importante et qui ouvrent aux EPCI du territoire de nouvelles compétences, tout en les engageant sur des mesures politiquement fortes, parfois même controversées.

Rennes 2068 – Exposition ENSAB

Les 34 participants du hackathon ont également découvert l'exposition « Rennes 2068 », lors d'un parcours commenté.

L'exposition présentait des projets d'étudiants de Master de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Bretagne (ENSAB) qui ont travaillé sur « l'habiter demain » à Rennes Métropole, à l'horizon 2068, en référence aux événements de Mai 1968.

Cette mise en récit à 2068 est incarnée en planches de bandes dessinées.

Le travail des étudiants est disponible sur : <https://www.rennes.archi.fr/travaux-d-etudiants/horizonsprospect/>

LES JOURNAUX TV FICTIFS POUR RESTITUER LES IDÉES CLÉS DU HACKATHON

Afin de restituer quelques idées clés qui ont émergé du hackathon, les étudiants de Sciences Po ont proposé d'exposer les idées des jeunes dans des journaux TV fictifs du futur à 2030, 2040 et 2050.

Ces récits et actualités du futur sont transcrits ci-après.

Ils ont été joués lors de l'Assemblée générale de l'Audiar du 3 mai 2023 et ont été suivis de débats entre les membres sur les visions proposées.

Le JT de 2030

Journaliste : Mesdames et messieurs, bonsoir et bienvenue sur RenMet'Mag, dans notre édition du journal de 20 h du samedi 23 mars 2030.

À la une ce soir, un dossier exclusif sur la transformation de notre métropole pour s'adapter aux enjeux climatiques, sociaux, et économiques. Depuis plusieurs années, la métropole se montre exemplaire et n'hésite pas à afficher ses ambitions en termes de sobriété et de neutralité carbone. La végétalisation des espaces urbains, la création d'un nouveau rapport au travail, la mobilité ou devrais-je dire la démobilité, sont tout autant d'actions dans lesquelles s'est engagé le territoire rennais et que nous découvrons tout de suite en détail avec les portraits de Leila, une habitante de la commune du Rheu et d'Ismet, habitant du quartier de Maurepas. Nous les recevons sur le plateau en hologramme. Bonjour et bienvenue, je vous en prie, parlez-nous de vos expériences.

Leila : Je suis originaire de Bordeaux et j'habite au Rheu, à 10 km de Rennes, depuis 5 ans maintenant.

Je n'arrivais plus à supporter les canicules à Bordeaux, j'habitais en centre-ville, je n'avais pas d'espace vert à proximité de chez moi et l'été c'était l'enfer. Ici tout est différent, la métropole est très engagée pour le bien-être de ses habitants. Tout d'abord j'ai obtenu une subvention de la métropole pour m'installer au Rheu, car mon travail est à 3 km de chez moi. Ah ! c'est sûr que j'ai tout de suite apprécié Rennes, vous imaginez obtenir une subvention pour un logement situé près de son lieu de travail ? Tout le monde en rêve ! Comme mon travail est à 3 km de chez moi, je peux m'y rendre à vélo, il y a des pistes cyclables aménagées. Je sais que beaucoup de mes voisins pratiquent le covoiturage et obtiennent des allègements d'impôts mais il est important pour moi d'allier mobilités douces et exercice physique, et au Rheu j'ai le bien-être et le paysage en plus, c'est le bonheur !

Journaliste : Alors, vous n'avez pas de voiture ?

Leila : Je suis venue à Rennes avec une voiture mais j'ai rapidement réalisé que je pouvais m'en passer.

La ville-centre est désormais soumise à un péage urbain, c'est-à-dire que les déplacements en voiture vers la ville-centre sont limités. Chaque voiture est autorisée à entrer deux fois par semaine dans Rennes. Cela peut paraître trop contraignant et directif aux yeux de certains, mais je pense que de telles mesures sont nécessaires pour atteindre la neutralité carbone sur le territoire. Nos élus ont fait le bon choix pour la durabilité du territoire, mais aussi pour le bien-être et la santé des habitants. Aujourd'hui, j'ai vendu ma voiture, je suis en forme et je respire. Je dis souvent à mes amis bordelais "À Rennes pas de canicules que des canicool !" (Rires)

Journaliste : Ismet, vous êtes un Rennais de la première heure, quelles mesures de la métropole vous ont particulièrement marqué ces dernières années ?

Ismet : En effet, j'ai toujours habité à Rennes, dans le quartier de Maurepas et je peux vous dire que j'ai vu le quartier évoluer. Maurepas est un quartier où la population se concentre dans des immeubles d'appartements, mais on y trouve aussi des familles dans des maisons individuelles avec jardin. Pendant longtemps ces deux populations ont cohabité sans jamais se mélanger. Grâce à la campagne de la métropole de décloisonnement des jardins, une nouvelle société se dessine.

Néanmoins, cela a pris du temps, les résidents du quartier ont exprimé une forte résistance à l'annonce de la mesure il y a 4 ans. Mais progressivement, après plusieurs campagnes de sensibilisation, ils ont apprécié l'idée, et leurs esprits se sont ouverts avec leurs jardins. Désormais, mes enfants ont un accès presque direct à une nature diversifiée, c'est un peu comme un énorme jardin de quartier, on organise des activités autour de la nature et de la biodiversité, d'ailleurs beaucoup d'entre





elles sont intergénérationnelles. Cette campagne de la métropole ce n'est pas juste le décloisonnement des jardins au sens matériel, c'est aussi un décloisonnement social et générationnel.

Puis il faut aussi mentionner les chèques alimentation durable distribués par la métropole à tous les habitants. Cela s'inscrit dans le dispositif national de création d'une Sécurité sociale de l'alimentation (SSA), qui fonctionne sur le même principe que la sécurité sociale et qui garantit à toutes et tous un accès à une alimentation saine et locale. Ici, le dispositif est géré à l'échelle métropolitaine, adaptée aux produits labellisés bretons. Chaque mois, je peux dépenser 100 € dans des produits labellisés du programme, c'est super parce que ça permet à tout le monde d'avoir accès à une alimentation saine, durable et locale.

Le JT de 2040

Journaliste : Mesdames et messieurs, bonsoir, nous sommes le vendredi 23 mars 2040, il est 20h30, et vous suivez le RenMét' Mag, le journal de l'actualité du Pays de Rennes. Au sommaire de cette édition :

- un projet de longue haleine qui s'est enfin concrétisé dans le courant de la semaine, c'est maintenant l'ensemble des agricultrices et agriculteurs de Rennes Métropole qui sont salariés en tant qu'agents publics. Pour en discuter, nous recevons Gaëlle, dernière agricultrice à avoir rejoint le dispositif,
- des nouvelles du programme "Métropole de proximité" et plus précisément de son volet "travailler à côté". Ce sont 5 nouveaux espaces de co-travail qui ont ouvert à Montgermont, Cintré, Laillé, Vern-sur-Seiche et Saint-Sulpice-la-Forêt. Travailler à distance mais à plusieurs, à deux pas de chez soi, le fondateur de "La bulle gallèse" nous présentera sa démarche dans une deuxième partie de l'émission.

Tout d'abord, nous accueillons donc Gaëlle, maraîchère à Vezin-le-Coquet depuis plus de 30 ans.

Bonjour Gaëlle. Vous étiez donc la dernière personne qui restait à convaincre pour intégrer le dispositif "sécur'agri", et c'est maintenant chose faite. Qu'est-ce qui vous a poussée à franchir cette étape ?

Gaëlle : Bonjour, ravie d'être sur ce plateau. Eh bien, d'abord, il faut dire que ça apporte une sacrée sécurité de ne plus dépendre uniquement des cours des matières premières, des aléas climatiques, et ça particulièrement après les dernières années qui ont été très difficiles. Entre les politiques de restriction sur l'eau, les épisodes de sécheresse, de canicule... C'est pratiquement un quart de ma production que j'ai perdu chaque année, entre 2035 et aujourd'hui. Vous vous imaginez !

Journaliste : Un gage de sécurité, on vous entend bien, mais dans les faits vous avez attendu de nombreuses années avant de vous laisser convaincre. Pourquoi tant d'attente ?

Gaëlle : Et bien, déjà, je ne suis pas une grande fan du "tout public", pour être honnête et je me disais qu'il y avait de meilleures choses à faire avec cet argent. Et puis il y a aussi les contreparties exigées par la Métropole : une production exclusivement dédiée au territoire, prendre soin de certaines espèces, des continuités écologiques... Je trouvais ça louable mais aussi très contraignant. Après, maintenant, ça fait 6 ans que le dispositif existe et j'ai bien vu que tous les autres s'y mettaient et qu'il semblait faire ses preuves, ça leur apportait de la sérénité au quotidien. Et puis ça fait du bien d'avoir l'impression d'être plus reconnue en tant qu'agricultrice et agriculteur, après avoir été ignorée pendant des années alors que la détresse était bien là.

Journaliste : Eh bien, merci Gaëlle pour votre témoignage, c'était passionnant et votre retour très instructif. On continuera en tout cas de suivre votre parcours avec attention.

Sans plus tarder, le deuxième entretien de la soirée. Nous recevons Loïc, qui a inauguré il y a quelques jours "La bulle gallèse", espace de co-travail à Saint-Sulpice-la-Forêt. Loïc, bonjour !



Alors, on le voit bien, les espaces comme les vôtres éclosent un peu partout dans la Métropole depuis plusieurs années déjà. 5 au cours du mois, plusieurs centaines sur les dix dernières années. Comment décryptez-vous ce phénomène, vous qui le vivez de l'intérieur ?

Loïc : Bonjour à tous. Je pense que ce qu'on fait, c'est avant tout d'offrir de nouveaux espaces pour repenser le travail, repenser la vie qui l'accompagne, et c'est pour ça que ça marche aussi bien. Vous l'avez rappelé dans vos titres, le programme "Métropole de proximité" nous a donné un gros coup de pouce collectivement, pour nous lancer, mais ce qu'il y a derrière tout ça c'est surtout un gros changement dans les mentalités et les pratiques depuis une vingtaine d'années.

On l'a bien vu dans les années 2020, on en pouvait juste plus : des déplacements domicile-travail qui n'en finissaient plus, qui nous prenaient notre temps, notre moral, notre énergie, et les bouchons... ! Je sais que ça sonne loin tout ça maintenant mais il faut se rappeler d'où on vient. Vous vous imaginez, vous, maintenant, même passer 30 minutes dans les transports ou dans votre voiture, parfois sans bouger !? On marchait sur la tête. Ce qu'on propose au final ça n'a rien de compliqué, c'est juste que les gens puissent travailler à deux pas de chez eux, en télétravail pour ceux qui peuvent mais aussi pour d'autres types d'activités quand on peut les faire ailleurs, dans des espaces ouverts où ils croisent du monde de tous les horizons. Des artistes, des artisans, des gens qui bricolent, réparent, des associations, etc. L'esprit "tiers-lieu" quoi, comme on disait en 2020 !

Journaliste : Merci, Loïc, on souhaite une belle réussite à votre projet !

Le JT de 2050

Journaliste : Bonsoir, nous sommes le mercredi 23 mars 2050, bienvenue dans le JT de 21h du RenMét'Mag. Ce soir nous recevons Alba, une jeune commerçante qui nous parlera de son expérience professionnelle mais aussi de son expérience personnelle en tant que nouvelle arrivante dans la métropole. Son regard nous apporte du recul et une certaine fraîcheur. Bonjour et bienvenue Alba.

Alba : Bonjour, effectivement, dans le quartier où je travaille, il y fait plutôt frais avec les murs et terrasses

végétalisés ! Donc moi, c'est Alba, je suis pâtissière dans une boulangerie au quartier des Longs Champs.

Je n'ai pas connu ce quartier auparavant, mais ça n'a plus rien avoir avec ces grandes zones grisonnantes qu'on connaissait avant ! Toute cette verdure est maintenue par système de recyclage des eaux de pluie, qui irriguent aussi les toilettes, on m'a dit qu'avant les gens tiraient la chasse avec de l'eau potable c'est fou ! (Rires) Ce quartier répond aussi aux objectifs du célèbre ZAN, puisqu'aucune nouvelle zone n'a été artificialisée pour construire les logements. On y trouve désormais des logements qui favorisent la mixité, et les commerces au rez-de-chaussée qui permettent aux habitants d'accéder à des services de proximité. C'est un plaisir d'y travailler.

Journaliste : Le quartier a changé, votre métier également. Vous êtes très nombreuses et nombreux aujourd'hui à avoir choisi cette voie, notamment celle du secteur de l'alimentation.

Alba : Il faut dire qu'énormément de choses ont changé ces 50 dernières années. Ma compagne est agricultrice. C'est la métropole qui l'a embauchée dans une de ses exploitations à Thorigné-Fouillard et qui lui verse un salaire. Pour un premier emploi, c'est l'idéal, elle n'a pas eu à acquérir une exploitation agricole et son contrat lui permet de prendre des semaines de vacances pendant lesquelles elle est remplacée. Nous pouvons donc partir en vacances en amoureux, ce qui était difficile auparavant pour les agriculteurs. Le système agricole français a bien changé : l'emploi agricole représente désormais 20% de l'emploi total en France. D'ailleurs, la métropole encourage et garantit une agriculture respectueuse de l'environnement. Et heureusement ! parce qu'aujourd'hui personne ne veut d'un travail qui n'aille pas dans ce sens-là.

Journaliste : Merci, Alba, d'avoir répondu à notre invitation, et bonne continuation à vous 2 !

Des JT réalistes ou utopistes ?

Cette animation a été suivie par un vote interactif des membres de l'AG et d'un débat sur 7 items.

- La majorité des votes s'est portée sur le scénario « génération frugale », est-ce que cela vous surprend ?
- Des subventions pour se loger près de son lieu de travail, une fausse bonne idée ?
- Un péage urbain à quotas aux entrées de la ville-centre, cap ou pas cap ?
- Le décloisonnement des jardins privés, favorisant la continuité écologique, la création de lien social et un accès égal aux espaces végétalisés en ville, envisageable ou pas ?
- Des chèques alimentaires locaux sur la métropole. Une idée réaliste ou utopiste ?
- Le salariat des agriculteurs, agents publics de la métropole, pour ou contre ?
- Les zones commerciales réhabilitées en zones de logement mixte avec commerces au rez-de-chaussée, chiche ?

I LES RÉFLEXIONS DES SIX GROUPES DE TRAVAIL

Chaque groupe s'est mobilisé durant deux jours autour d'un thème central de réflexion. Le fruit des échanges a été mis en image sous forme de facilitation graphique.



« Rennes'ouveau du travail »

Ce renouveau du travail à 2050 s'articule autour de trois objectifs principaux à atteindre d'ici 2050 :

- revaloriser les métiers de l'alimentation, de l'économie-circulaire et du soin,
- relocaliser le travail et privilégier la proximité,
- adapter le travail au changement climatique et aux nouveaux modes de vie.



Les mobilités organisées pour la ville du quart d'heure

La trajectoire esquissée par le groupe égraine des mesures incitatives telles que la gratuité des transports en commun, la subvention vélo et un RER performant et également des règles coercitives comme un péage à quotas et à fréquence pour entrer dans le cœur de ville en automobile dès 2035.

VILLE VERTE

VERT UNE NATURE RENNES

ON S'INSPIRE
DES VILLES DU SUD



« Ver[t] une natu'Rennes »

Pour ce groupe, la trajectoire impose d'abord de revégétaliser la ville au maximum pour amener de la biodiversité, de la fraîcheur et des comestibles partagés. L'eau est également un sujet majeur, tout comme la valorisation des déchets.

Dans la décennie 2030-2040 est prévue la salarisation d'agriculteurs par la métropole afin de protéger les surfaces agricoles existantes, de jardiner les espaces de nature et de ressourcement et de gérer les ressources locales en bois, nourriture et biodiversité.

Rennes en 2050 est un territoire nourricier et frugal, qui s'est adapté.

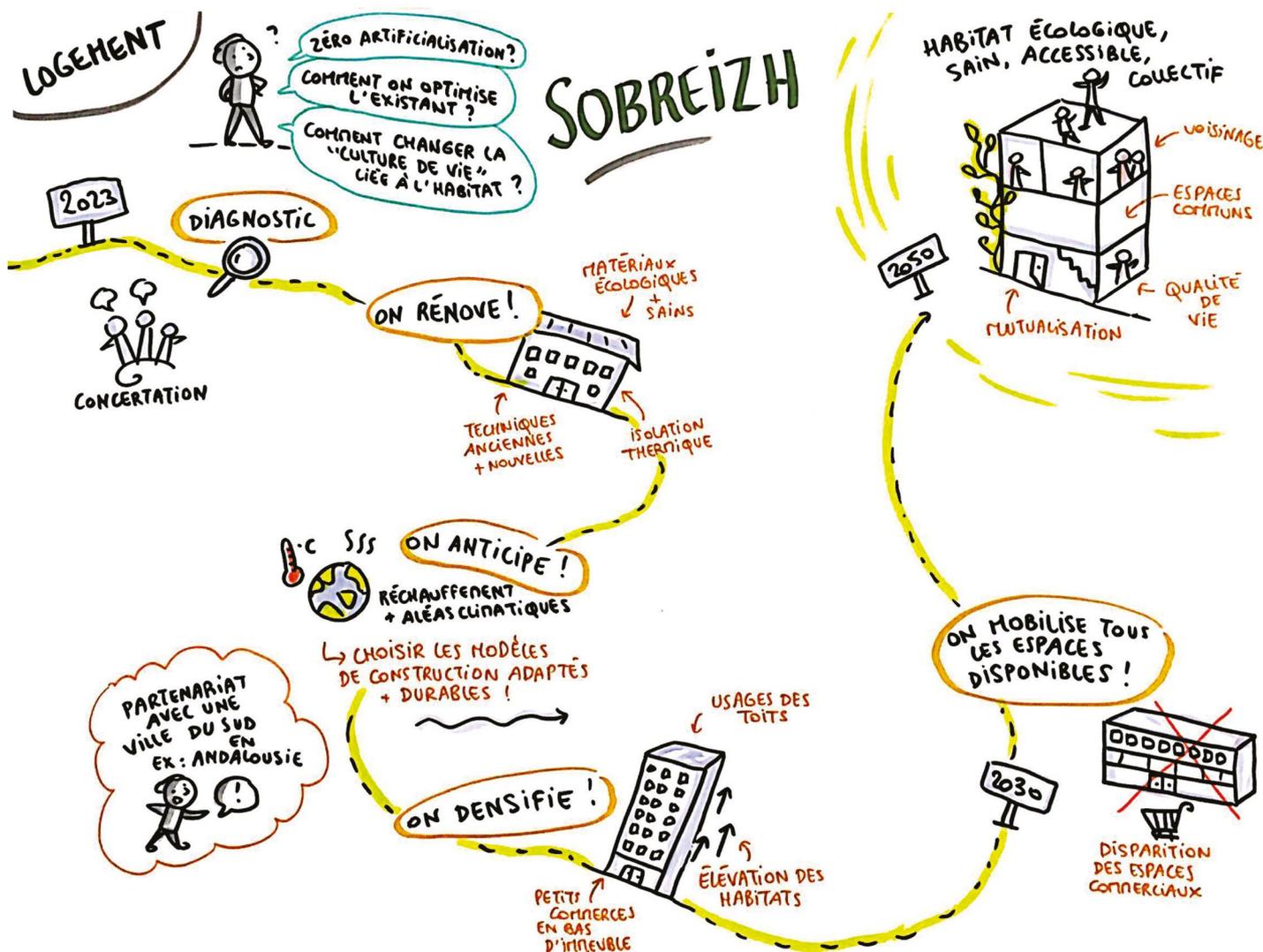


Un logement « sobreizh »

Le nom donné à ce projet est une contraction de "sobriété" et de "Breizh" et met en avant une recherche de sobriété et de cohésion.

Les jeunes ont bâti un plan d'action ambitieux à 2050 :

- organiser un grand colloque entre différentes villes d'Europe afin d'échanger les bonnes pratiques de logements et d'urbanisme climatiques,
- imaginer un plan de végétalisation des façades,
- interdire certains matériaux non durables pour la construction de nouveaux bâtiments,
- travailler sur la rentabilité des toits source d'énergie ou source de fraîcheur,
- atteindre en 2050 le Zéro artificialisation brute (ZAB).

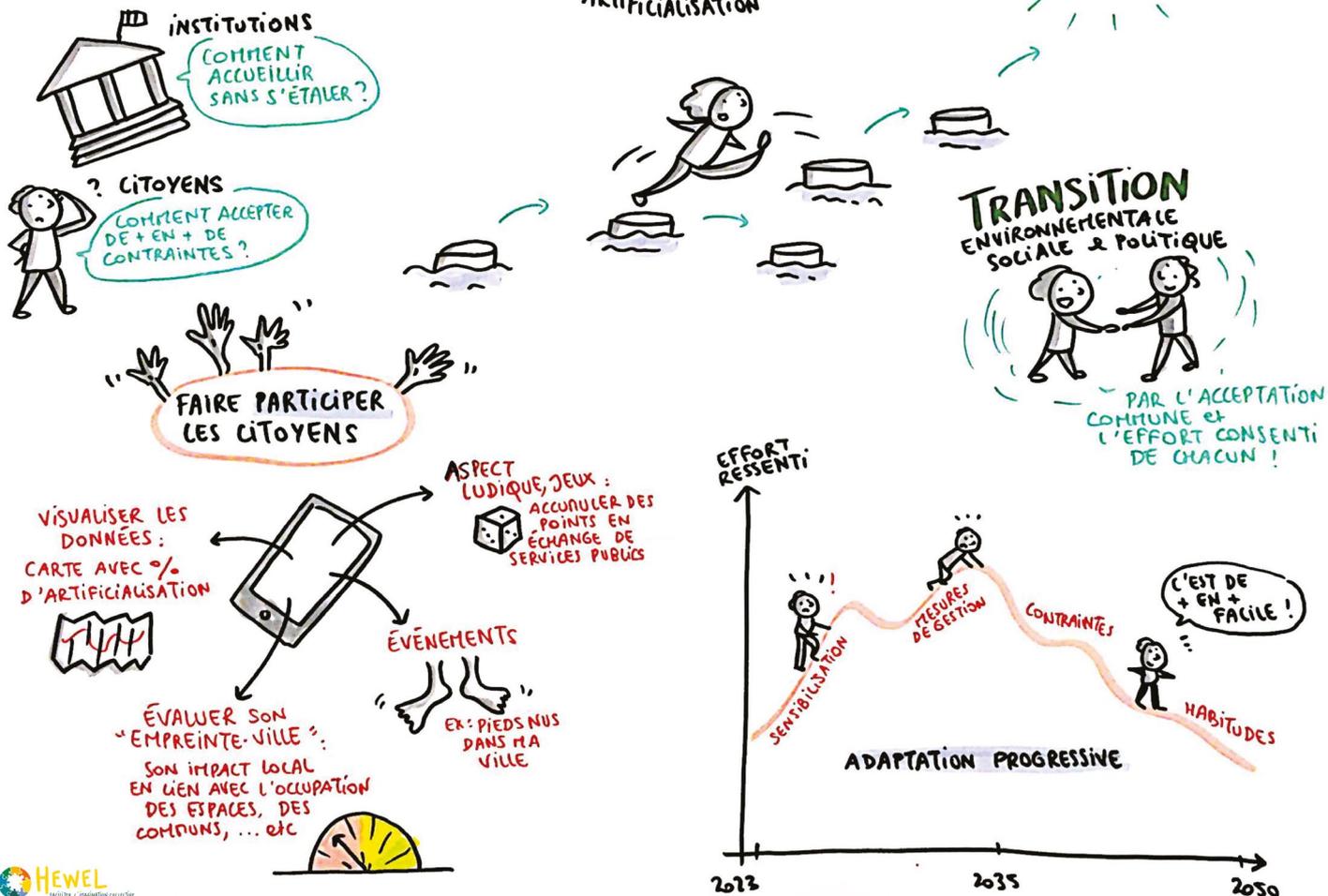


ARTIFICIALISATION
DES SOLS

OBJECTIF ZAN-ITUDE

ZÉRO | NETTE
ARTIFICIALISATION

2050



Objectif : la « ZANitude » !

Le groupe ayant travaillé sur la gestion du sol a bâti un plan afin de rendre positif le ZAN.

Il a imaginé une application smartphone pour, dans un premier temps, sensibiliser la population aux enjeux de l'artificialisation des sols, mais aussi expliquer en quoi les mesures retenues sont bénéfiques. L'objectif est ensuite d'entrer progressivement dans une phase ludique d'appropriation des contraintes et de challenge collectif afin de mieux réguler l'usage des sols.



© Charlotte Michel.

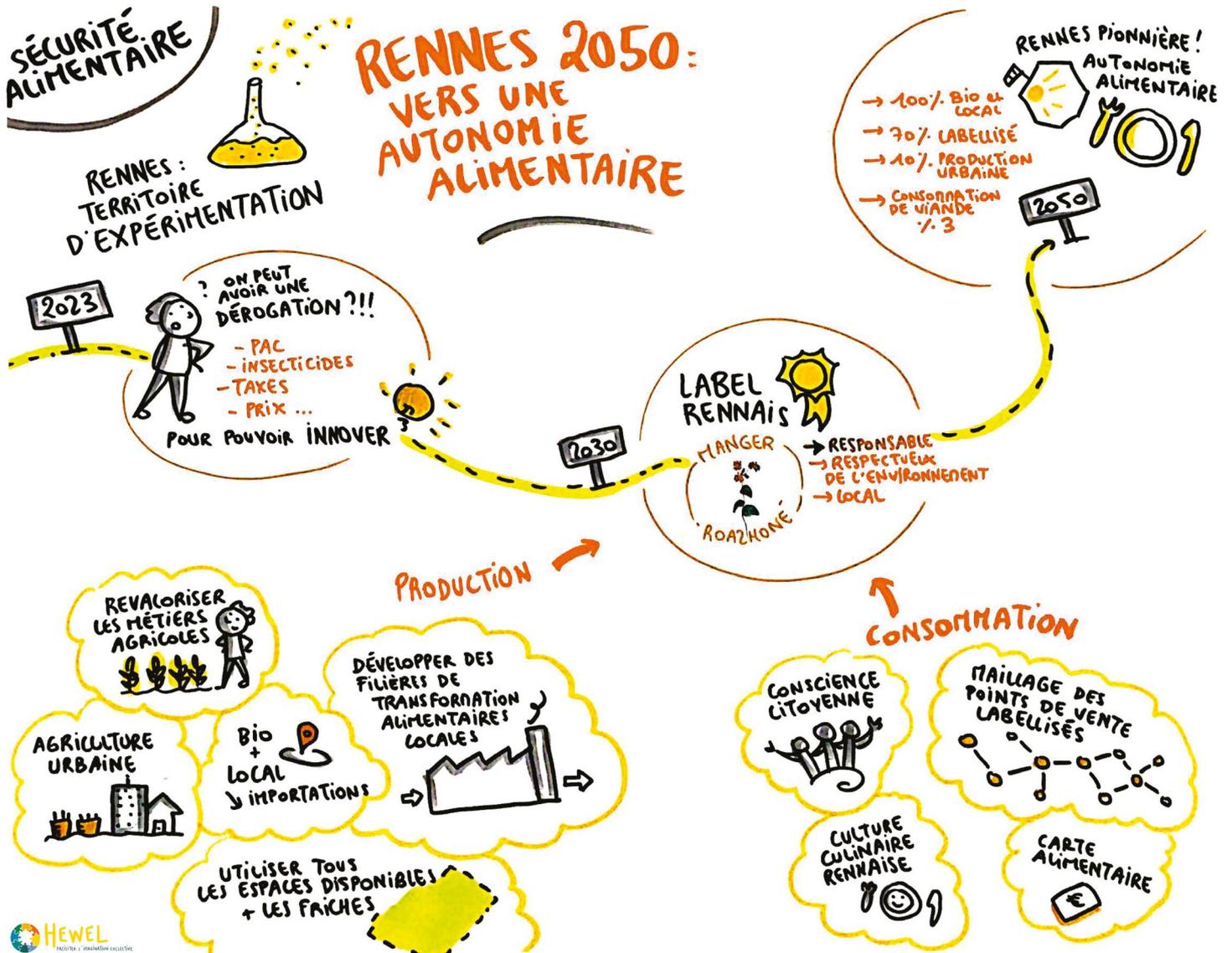
Le label « manger roazhoné »

Le groupe a posé d'emblée un droit à l'expérimentation locale pour s'affranchir des règles européennes et françaises et imaginer la trajectoire à 2050 construite autour d'un label de confiance et de qualité « manger roazhoné ». L'objectif est de développer de nouveaux types d'agriculture, de libérer des espaces de production en ville, de revaloriser les métiers agricoles et de réduire les importations. Le label permet aussi de renforcer une conscience citoyenne autour des enjeux de l'alimentation, de créer une carte alimentaire et de mailler le territoire de points de vente labellisés.

La stratégie repose donc sur deux volets, celui du maintien et de la valorisation de la production locale et celui du changement de comportements. Tout cela doit permettre au territoire rennais d'atteindre en 2050 l'autonomie alimentaire.



© Charlotte Michel.



REMERCIEMENTS

Jacqueline Roisil,
directrice adjointe de l'ADEME Bretagne

LES MEMBRES DU JURY :

Hélène Brethes,
directrice de l'association des Cols Verts,

Mickaël Bouloux,
député de la 8^e circonscription d'Ille-et-Vilaine,

Anne Chevrel,
consultante en ingénierie de la concertation
Vox Operatio,

Dominique Chuffart,
président du Conseil de développement
de la Métropole de Rennes,

Nathalie Gibot,
Agence Locale de l'Énergie et du Climat
du Pays de Rennes (ALEC),

Christelle Le Proust,
responsable du Service transition énergé-
tique et écologique de Rennes Métropole.

Les animateurs de fab labs rennais qui ont
accompagné les étudiants : Norbert Friant,
Sarah Boulanger, Thibault Ayache et Richard
De Logu.

Hackathon organisé dans le cadre du festival
Nos Futurs des Champs Libres.



Tuteurs pédagogiques Sciences Po Rennes :
Pablo Diaz, Aurélie Jehanno.



POUR EN SAVOIR +

ADEME - *Transition(s) 2050 choisir maintenant agir pour la climat* : <https://www.ademe.fr/les-futurs-en-transition/les-scenarios/>

Audiar - *Explorons 2050, contribution pour la ville de demain* : https://www.audiar.org/sites/default/files/documents/editeur/actu/explorons_2050_livre_web.pdf

FACILITATION GRAPHIQUE

© Hewel.

PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE

© Charlotte Michel.



COORDINATION DU PROJET

Hélène RASNEUR

DIRECTION DE LA PUBLICATION

Alain BÉNESTEAU

DOSSIER RÉALISÉ PAR LES ÉTUDIANTS
DE SCIENCES PO RENNES :

**Louise Astier, Morgane David, Thomas Delfini,
Guillaume Duval, Artus Le Marrec, Charlotte Michel,
Cannelle Sanz, Justine Yannou.**

CONTACT —————

Agence d'urbanisme de Rennes
3 rue Geneviève de Gaulle-Anthonioz
CS 40716 - 35207 RENNES Cedex 2
02 99 01 86 40 - www.audiar.org
communication@audiar.org



*Suivez toute l'actualité de l'agence
en vous abonnant à la Lettre d'information !*